

## SOUS-PREFECTURE D'APT

### ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE

n° 53 du 15 mai 2006

modifiant l'arrêté préfectoral n° 1558 du 29 mai 1987  
autorisant la société LAVAGNE SARL à exploiter un établissement  
de récupération de ferraille sur la commune d'APT

-----  
LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU** le code de l'environnement dans sa partie législative et notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement et notamment son article 18 ;
- VU** le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 1558 du 29 mai 1987 autorisant la société LAVAGNE SARL à exploiter un dépôt avec activité de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune d'Apt ;
- VU** le courrier de la société LAVAGNE SARL du 7 novembre 2005 informant Monsieur le Sous-Préfet d'APT des modifications apportées aux activités et installations exploitées sur son site industriel d'Apt ;
- VU** le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 – Version 4 – Octobre 2005 – réalisé par le cabinet PERICHIMIE Environnement) ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées n° OB/LM S/D 2006 00349 en date du 21 mars 2006 ;
- VU** l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis en séance du 20 avril 2006 ;

- CONSIDÉRANT** que la société LAVAGNE SARL est autorisée à exploiter un dépôt de ferraille sur le territoire de la commune d'Apt par arrêté préfectoral n° 1558 du 29 mai 1987 ;
- CONSIDÉRANT** que la société LAVAGNE SARL projette de modifier ses activités et installations sur son site industriel d'Apt ;
- CONSIDÉRANT** que ces modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients au sens de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDÉRANT** par conséquent, que le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter n'est pas nécessaire ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient néanmoins de réglementer les installations modifiées en complétant les exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 1558 du 29 mai 1987 ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a donc lieu de fixer des prescriptions complémentaires destinées à protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

## ARRETE

### TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

#### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

##### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LAVAGNE S.A.R.L dont le siège social est situé à Le Chêne - 84400 APT est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son dépôt avec activité de récupération de déchets de métaux ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune d'Apt.

Elle n'est pas autorisée à réceptionner et à stocker des véhicules hors d'usage sur le site industriel.

##### Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des arrêté préfectoraux antérieurs sont remplacées par celles du présent arrêté.

##### Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

#### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

##### article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations sont concernées par les rubriques suivantes :

Numéro	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (*)	Rayon d'affichage
286	<b>Métaux</b> (stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques et d'objets en métal	<b>3000 m<sup>2</sup></b> (dont 500 m <sup>2</sup> couverts)	A	0,5 km
2920	<b>Réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa</b> Puissance absorbée < 50 kW	1 compresseur : 7,5 kW	NC	/

Numéro	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime (*)	Rayon d'affichage
2560	<b>Métaux et alliages</b> (travail mécanique des) Puissance installée < 50 kW	Atelier de ferronnerie : <b>20 kW</b>	NC	/
1220	<b>Oxygène</b> (emploi et stockage d') Quantité totale inférieure à 2 tonnes	Quantité totale : <b>100 kg</b>	NC	/
1412	<b>Gaz inflammable liquéfié</b> stockage en réservoirs manufacturés) Quantité inférieure à 6 tonnes	Propane en bouteilles de 13 et 35 kg (soit <b>300 kg</b> ) + butane et gaz carburation en bouteilles de 13 kg (soit <b>150 kg</b> )	NC	/
1432	<b>Liquides inflammables</b> (stockage de) Capacité équivalente inférieure à 10 m <sup>3</sup>	Fuel domestique : 3 m <sup>3</sup> Huile moteur : 0,4 m <sup>3</sup> Solvant dégraissant : 0,2 m <sup>3</sup> Soit capacité équivalente de <b>0,88 m<sup>3</sup></b>	NC	/
1434	<b>Liquides inflammables</b> (Installation de remplissage ou de distribution) Débit maximum équivalent inférieur à 1 m <sup>3</sup> /h	Pompe de distribution de fuel débit équivalent = <b>0,2 m<sup>3</sup>/h</b>	NC	/

(\*) A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non classable.

### CHAPITRE 1.3- CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 - version 4 - Octobre 2005 - réalisé par le cabinet PERICHIMIE Environnement) En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### CHAPITRE 1.4- DURÉE DE L'AUTORISATION

#### **Article 1.4.1. Durée de l'autorisation**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

**Article 1.5.1. Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Article 1.5.2. Mise à jour de l'étude de dangers**

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

**Article 1.5.3. Equipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

**Article 1.5.4. Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

**Article 1.5.5. Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

**Article 1.5.6. Cessation d'activité**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt.

La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement.

## **CHAPITRE 1.6 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

# **TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

## **CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

### **Article 2.1.1. Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et d'énergie ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

## **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

### **Article 2.2.1. Réserves de produits**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS L'ENVIRONNEMENT – ACCÈS**

### **Article 2.3.1. Propreté**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence :

- Le chantier sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des établissements classés pendant une durée d'un an :
- La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

### **Article 2.3.2. Esthétique**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).

### **Article 2.3.3. Clôtures**

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera clôturé sur une hauteur minimale de 2 mètres.

Dans le cas où cette clôture n'est pas susceptible de masquer le dépôt, elle sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes, ou de tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

La nature des clôtures sera déterminée en accord avec l'inspecteur des établissements classés.

## **CHAPITRE 2.4- DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS**

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5- INCIDENTS OU ACCIDENTS**

### **Article 2.5.1. Déclaration et rapport**

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- le dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 - version 4 - Octobre 2005 - réalisé par le cabinet PERICHIMIE Environnement)
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

## **TITRE 3- PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 3.1.1. Odeurs**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

#### **Article 3.1.2. Voies de circulation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et régulièrement nettoyées ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- Sans préjudice des limitations de la consommation en eau, les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

#### **Article 3.1.3. Brûlage**

Le brûlage à l'air libre est formellement interdit.

## TITRE 4- PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### Article 4.1.1. Approvisionnements en eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour relier ses installations au réseau d'approvisionnement en eau de ville.

Les prélèvements d'eau dans la nappe sont interdits.

Les prélèvements d'eau autorisés dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont les suivants :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Réseau public	500 m <sup>3</sup>

#### Article 4.1.2. Périodes de sécheresse

L'exploitant doit respecter les éventuelles restrictions sur les consommations en eau fixées par arrêté préfectoral en cas de périodes de sécheresse.

### CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

#### Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### Article 4.2.2. Aires étanches

Une aire, nettement délimitée par des bordures (forme de cuvette de rétention) et imperméable, est réservée pour le stockage des ferrailles mélangée, des résidus métalliques et des déchets ainsi que pour les opérations de découpages des métaux. .

#### Article 4.2.3. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, caniveaux...) ;



- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ;
- les points de rejet ;
- les aires de collecte des eaux pluviales.

### **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **Article 4.3.1. Collecte des effluents**

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents usés ou susceptibles d'être pollués.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

#### **Article 4.3.2. Traitement des eaux pluviales / eaux de ruissellement**

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., ou si le milieu naturel est particulièrement sensible, un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé.

Les eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les aires étanches sont également collectés.

Les eaux ainsi collectées sont envoyées dans un bassin d'au moins de 160 m<sup>3</sup>.

Le contenu de ce bassin est rejeté dans le réseau pluvial communal, après passage dans un dispositif de traitement de type débourbeur/séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionné et équipé d'un système d'obturation automatique permettant l'isolement du réseau d'eaux pluviales et de ruissellement par rapport à l'extérieur.

#### **Article 4.3.3. Traitement des eaux usées**

Le réseau d'eaux usées doit être relié au réseau public d'assainissement.

Dans le cas où le réseau public d'assainissement n'est pas disponible en bordure du site industriel, l'exploitant doit mettre en place un dispositif de traitement autonome individuel.

#### **Article 4.3.4. Entretien des installations**

Les installations de traitement sont régulièrement vérifiées et entretenues afin de s'assurer de leur efficacité.

Le bassin de collecte des eaux pluviales et de ruissellement est notamment entretenu de manière à conserver son étanchéité. L'exploitant doit s'assurer par des contrôles appropriés et préventifs de son bon état. Il doit également s'assurer que le volume libre du bassin visé à l'article 4.3.2 est toujours disponible.

Le bon fonctionnement du dispositif de traitement des eaux pluviales et de ruissellement doit être vérifié périodiquement. 10

#### **Article 4.3.5. Points de prélèvement**

Sur l'ouvrage de rejet des eaux pluviales et de ruissellement est prévu un point de prélèvement d'échantillons aménagé de façon à faciliter l'intervention d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.

Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance.

#### **Article 4.3.6. Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles**

Les valeurs limites admissibles pour les eaux pluviales sont :

- Hydrocarbures : 5 mg/litre (norme NFT 90-114 ) ;
- Matières en suspension - MEST (norme NFT EN 872) : 30 mg/litre.

Les valeurs limites admissibles pour les eaux usées sont, le cas échéant, fixées dans une convention établie par le gestionnaire du réseau public d'assainissement.

## **TITRE 5- DÉCHETS**

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### **Article 5.1.2. Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont stockés séparément dans des conditions assurant la sécurité des personnes et de l'environnement.

L'exploitant doit mettre en place un système de tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton et le verre en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra être apportée à l'Inspection des Installations Classées.

#### **Article 5.1.3. Recyclage, valorisation des déchets**

Les déchets d'emballages visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 : ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination).

#### **Article 5.1.4. Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'enlèvement des déchets est assuré de manière régulière et au minimum tous les 6 mois.

#### **Article 5.1.5. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant doit pouvoir présenter, à la demande de l'inspecteur des établissements classés, la justification des moyens d'élimination des déchets. Il tient notamment à jour un registre sur lequel, pour chaque catégorie de déchets, seront portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,
- leur destination et le mode d'élimination adopté,
- les bordereaux de suivi.

Les informations de ce registre seront tenues pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où le traitement subi s'avérerait insuffisant, l'inspecteur pourra prescrire toutes dispositions ou mesures qu'il jugera indispensables à cet égard.

#### **Article 5.1.6. Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement**

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### **Article 5.1.7. Transport**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

## TITRE 6- PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 6.1.1. Généralités

Toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit.

Conformément aux spécifications du dossier de modification des installations, les horaires de fonctionnement du chantier sont limités à la période de jour :

- de 08 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00 cinq jours par semaines.

#### Article 6.1.2. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage

#### Article 6.1.3. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

#### Article 6.1.4. Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

### Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés
inférieur à 45 dB(A)	6 dB (A)	4 dB (A) (Conformément aux engagements de l'exploitant, le chantier ne sera pas exploité en période nocturne, ni les dimanches et jours fériés)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A) (Conformément aux engagements de l'exploitant, le chantier ne sera pas exploité en période nocturne, ni les dimanches et jours fériés)

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
Jour (7 h 00- 22 h 00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22 h 00- 7 h 00) et dimanches et jours fériés
65 dB	60 dB  (Conformément aux engagements de l'exploitant, le chantier ne sera pas exploité en période nocturne, ni les dimanches et jours fériés)

#### Article 6.2.2. Contrôles

A tout moment, l'Inspection des installations peut demander à l'exploitant de réaliser des mesures de bruits ou de vibrations à ses frais.

## TITRE 7- PRÉVENTION DES RISQUES

### CHAPITRE 7.1 PRINCIPE DIRECTEUR

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

### CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### Article 7.2.1. Organisation des stockages

Les dépôts et stockages ne sont pas situés à moins de 10 mètres de toute construction.

Tous les dépôts et stockages doivent être masqués par la clôture du site industriel visée à l'article 2.3.3 du présent arrêté (doublée, le cas échéant, par une haie vive).

Des parois anti-rayonnements thermiques doivent être installées, conformément au dossier de modification des installations (réf affaire : 05 94 - version 4 - Octobre 2005 - réalisé par la société PERICHIMIE Environnement) autour du stockage des ferrailles mélangées.

Le stockage des ferrailles mélangées doit être éloigné de ces parois anti-rayonnements thermiques d'une distance au moins égale à sa hauteur avec un minimum de 2 mètres.

#### Article 7.2.2. Voie d'accès au chantier

Un accès est en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables et stabilisés) pour les engins de secours et d'incendie.

### **Article 7.2.3. Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôts.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. A cet effet, les dépôts sont recoupés par des allées de circulation de 2 mètres tous les 20 mètres maximum.

### **Article 7.2.4. Gardiennage et contrôle des accès**

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres.

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant doit mettre en place un panneau rappelant cette interdiction à proximité des zones de stockages.

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

### **Article 7.2.5. Bâtiments et locaux**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique. L'exploitant doit notamment aménager un vestiaire pour le personnel.

Les locaux ayant une surface supérieure à 300m<sup>2</sup> doivent être équipés d'un système de désenfumage totalisant une surface au moins égale à 1% de la surface totale. La commande de ce système doit être visible et accessible près de l'accès principal.

### **Article 7.2.6. Installations électriques – mise à la terre**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois tous les ans par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les rapports sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **Article 7.2.7. Machines outils**

Chaque machine doit être équipée d'un bouton d'arrêt d'urgence visible et accessible en toute circonstance.

## **CHAPITRE 7.3 GESTION DES TRAVAUX ET FORMATION AUX RISQUES**

### **Article 7.3.1. Explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre**

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

- Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne) ;
- Service des munitions des armées (terre, air, marine) ;
- Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

### **Article 7.3.2. Interdiction de feux**

Dans le cas où les résidus métalliques et les ferrailles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne peuvent pas être effectuées à moins de 8 m des zones de stockage.

Il est interdit de fumer sur le site industriel, à l'exception des locaux sociaux spécialement aménagés à cet effet. Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

### **Article 7.3.3. Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'exploitant doit tenir un jour un registre de formation mentionnant :

- le nom de l'opérateur,
- la date de la formation,
- le contenu de la formation.



**Article 7.4.1. Etiquetage des substances et préparations dangereuses**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

**Article 7.4.2. Rétentions**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et au feu.

Elle peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tout conteneur ou canalisation.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

**Article 7.4.3. Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Article 7.4.4. Elimination des substances ou préparations dangereuses**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

Avant leur revalorisation ou leur élimination, les substances ou préparations dangereuses sont stockées dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

## **CHAPITRE 7.5 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **Article 7.5.1. Définition générale des moyens**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'exploitant doit mettre en place une alarme incendie audible en tout point de l'établissement.

L'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie est disponible et accessible en toute circonstance.

### **Article 7.5.2. Moyens de lutte contre l'incendie**

Les besoins en moyens de lutte contre l'incendie sont définis par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il doit pouvoir être immédiatement et efficacement combattu.

A cet effet, l'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie de 100 mm de diamètre conforme aux normes, piqué directement sans passage par un compteur ni by-pass sur une canalisation assurant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h (norme NFS 61-213) et implanté à 150 mètres au maximum de la construction par les voies praticables. Son emplacement exact doit être soumis à l'accord préalable du service prévision du centre de secours principal de la ville d'Apt. Il doit être formellement réceptionné selon les termes de l'arrêté du 01 février 1978 approuvant le règlement d'instruction des sapeurs-pompiers en présence du service départemental d'incendie et de secours (le document validant l'installation doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées) ;
- des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres ou à poudre polyvalente de 6 kg à raison d'un pour 250 m<sup>2</sup> protégés. La distance maxi à parcourir entre deux extincteurs doit être inférieure à 15 mètres. Des extincteurs doivent être disponibles sur les postes de découpage au chalumeau et à l'intérieur des bâtiments ;
- un extincteur à poudre de 9 kg, un bac de sable de 100 litres et une pelle de projection à proximité du stockage de fuel.

### **Article 7.5.3. Entretien des moyens de lutte contre l'incendie**

Ces équipements sont maintenus en bon état et contrôlés périodiquement conformément aux dispositions des textes réglementaires applicables.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7.5.4. Consignes de sécurité**

Des consignes d'incendie seront établies et affichées près de l'accès au chantier et dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **Article 7.5.5. Formation du personnel**

Des séances de formation au maniement des extincteurs et aux procédures de sécurité (alarmes, évacuation, etc...) sont organisées pour tout personnel, y compris pour le personnel travaillant pour une durée courte sur le site industriel.

Les résultats de ces séances doivent être formalisés (noms, dates et contenu des séances), enregistrés et tenus à disposition de l'Inspection des installations classées.

## **TITRE 8 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

### **CHAPITRE 8.1 SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

#### **Article 8.1.1. Surveillance déchets**

L'exploitant adresse trimestriellement à l'Inspection des installations classées un bordereau de production de tous ses déchets (modèle en annexe I au présent arrêté).

#### **Article 8.1.2. Contrôles externes**

L'Inspecteur des installations classées peut demander la réalisation de contrôles, par un organisme tiers qualifié, lui permettant de s'assurer que les installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation.

Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant.

Le compte rendu des contrôles est transmis à l'Inspecteur des installations classées.

## TITRE 9 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### CHAPITRE 9.1 DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES

L'exploitant doit déclarer au Maire de la commune d'Apt toute découverte ayant un intérêt archéologique.

## TITRE 10 ECHÉANCES

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes.

ARTICLE	OBJET	DELAI (à compter de la notification du présent arrêté)
7.2.6	Première vérification de l'ensemble de l'installation électrique	Six mois
7.5.1	Mise en place d'une alarme incendie	Six mois

### EXECUTION :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire d'APT, le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, l'Inspecteur des installations classées de la DRIRE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au requérant par les soins de Monsieur le Maire d'APT. Une copie du présent arrêté sera également adressée à Madame et Messieurs le Maire de GARGAS, le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Environnement, le Directeur Départemental de l'Équipement, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et le Président du Parc Naturel Régional du Luberon.

APT, le 15 mai 2006

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme  
Le secrétaire général

Patrick MIRE



Michel GILBERT

## Déclaration de production de déchets industriels

Entreprise productrice						Période
Dénomination :						
Adresse de l'établissement producteur :						
Commune :	N° SIRET :				Trimestre :	
Code postal :	N° APE :				Année :	
Tél :	Nom du responsable :				Signature :	
Désignation du déchet	Code (1)	Quantité en tonnes	Origine du déchet (atelier, fabrication) (3)	Transporteur (4)	Feuillelet n° :	
	(2)				Eliminateur (5)	
					Dénomination	
					Mode de traitement (6,7)	

(1) Selon la nomenclature établie par le Ministère de l'Environnement

(2) Réserve à l'administration

(3) Si le déchet déclaré résulte d'une opération de regroupement ou prétraitement, indiquer dans cette colonne les identités des producteurs initiaux

(4) Dénomination et localisation de l'entreprise: le cas échéant, indiquer les transporteurs successifs

(5) L'éliminateur peut être :

- l'entreprise elle-même (traitement interne)

- une entreprise de traitement

- une entreprise de valorisation

une ent reprise de prétraitement ou de regroupement au sens de l'article 2 du présent arrêté

7) Indiquer en cas d'élimination interne : I ; élimination externe : E ; exportation : X

(6) On utilisera le code suivant :

Incinération sans récupération d'énergie

Mise en décharge de classe I

### Tratamiento físico-químico para destrucción

### Étatement physico-chimique pour récupération

## References

Prüfungsausschuss

1. **Introduction**  
 2. **Background**  
 3. **Methodology**  
 4. **Results**  
 5. **Conclusion**  
 6. **References**  
 7. **Appendix**  
 8. **Index**  
 9. **Table of Contents**  
 10. **Summary**  
 11. **Abstract**  
 12. **Keywords**  
 13. **Subject Headings**  
 14. **Notes**  
 15. **Footnotes**  
 16. **References**  
 17. **Appendix**  
 18. **Index**  
 19. **Table of Contents**  
 20. **Summary**  
 21. **Abstract**  
 22. **Keywords**  
 23. **Subject Headings**  
 24. **Notes**  
 25. **Footnotes**  
 26. **References**  
 27. **Appendix**  
 28. **Index**  
 29. **Table of Contents**  
 30. **Summary**  
 31. **Abstract**  
 32. **Keywords**  
 33. **Subject Headings**  
 34. **Notes**  
 35. **Footnotes**  
 36. **References**  
 37. **Appendix**  
 38. **Index**  
 39. **Table of Contents**  
 40. **Summary**  
 41. **Abstract**  
 42. **Keywords**  
 43. **Subject Headings**  
 44. **Notes**  
 45. **Footnotes**  
 46. **References**  
 47. **Appendix**  
 48. **Index**  
 49. **Table of Contents**  
 50. **Summary**  
 51. **Abstract**  
 52. **Keywords**  
 53. **Subject Headings**  
 54. **Notes**  
 55. **Footnotes**  
 56. **References**  
 57. **Appendix**  
 58. **Index**  
 59. **Table of Contents**  
 60. **Summary**  
 61. **Abstract**  
 62. **Keywords**  
 63. **Subject Headings**  
 64. **Notes**  
 65. **Footnotes**  
 66. **References**  
 67. **Appendix**  
 68. **Index**  
 69. **Table of Contents**  
 70. **Summary**  
 71. **Abstract**  
 72. **Keywords**  
 73. **Subject Headings**  
 74. **Notes**  
 75. **Footnotes**  
 76. **References**  
 77. **Appendix**  
 78. **Index**  
 79. **Table of Contents**  
 80. **Summary**  
 81. **Abstract**  
 82. **Keywords**  
 83. **Subject Headings**  
 84. **Notes**  
 85. **Footnotes**  
 86. **References**  
 87. **Appendix**  
 88. **Index**  
 89. **Table of Contents**  
 90. **Summary**  
 91. **Abstract**  
 92. **Keywords**  
 93. **Subject Headings**  
 94. **Notes**  
 95. **Footnotes**  
 96. **References**  
 97. **Appendix**  
 98. **Index**  
 99. **Table of Contents**  
 100. **Summary**  
 101. **Abstract**  
 102. **Keywords**  
 103. **Subject Headings**  
 104. **Notes**  
 105. **Footnotes**  
 106. **References**  
 107. **Appendix**  
 108. **Index**  
 109. **Table of Contents**  
 110. **Summary**  
 111. **Abstract**  
 112. **Keywords**  
 113. **Subject Headings**  
 114. **Notes**  
 115. **Footnotes**  
 116. **References**  
 117. **Appendix**  
 118. **Index**  
 119. **Table of Contents**  
 120. **Summary**  
 121. **Abstract**  
 122. **Keywords**  
 123. **Subject Headings**  
 124. **Notes**  
 125. **Footnotes**  
 126. **References**  
 127. **Appendix**  
 128. **Index**  
 129. **Table of Contents**  
 130. **Summary**  
 131. **Abstract**  
 132. **Keywords**  
 133. **Subject Headings**  
 134. **Notes**  
 135. **Footnotes**  
 136. **References**  
 137. **Appendix**  
 138. **Index**  
 139. **Table of Contents**  
 140. **Summary**  
 141. **Abstract**  
 142. **Keywords**  
 143. **Subject Headings**  
 144. **Notes**  
 145. **Footnotes**  
 146. **References**  
 147. **Appendix**  
 148. **Index**  
 149. **Table of Contents**  
 150. **Summary**  
 151. **Abstract**  
 152. **Keywords**  
 153. **Subject Headings**  
 154. **Notes**  
 155. **Footnotes**  
 156. **References**  
 157. **Appendix**  
 158. **Index**  
 159. **Table of Contents**  
 160. **Summary**  
 161. **Abstract**  
 162. **Keywords**  
 163. **Subject Headings**  
 164. **Notes**  
 165. **Footnotes**  
 166. **References**  
 167. **Appendix**  
 168. **Index**  
 169. **Table of Contents**  
 170. **Summary**  
 171. **Abstract**  
 172. **Keywords**  
 173. **Subject Headings**  
 174. **Notes**  
 175. **Footnotes**  
 176. **References**  
 177. **Appendix**  
 178. **Index**  
 179. **Table of Contents**  
 180. **Summary**  
 181. **Abstract**  
 182. **Keywords**  
 183. **Subject Headings**  
 184. **Notes**  
 185. **Footnotes**  
 186. **References**  
 187. **Appendix**  
 188. **Index**  
 189. **Table of Contents**  
 190. **Summary**  
 191. **Abstract**  
 192. **Keywords**  
 193. **Subject Headings**  
 194. **Notes**  
 195. **Footnotes**  
 196. **References**  
 197. **Appendix**  
 198. **Index**  
 199. **Table of Contents**  
 200. **Summary**  
 201. **Abstract**  
 202. **Keywords**  
 203. **Subject Headings**  
 204. **Notes**  
 205. **Footnotes**  
 206. **References**  
 207. **Appendix**  
 208. **Index**  
 209. **Table of Contents**  
 210. **Summary**  
 211. **Abstract**  
 212. **Keywords**  
 213. **Subject Headings**  
 214. **Notes**  
 215. **Footnotes**  
 216. **References**  
 217. **Appendix**  
 218. **Index**  
 219. **Table of Contents**  
 220. **Summary**  
 221. **Abstract**  
 222. **Keywords**  
 223. **Subject Headings**  
 224. **Notes**  
 225. **Footnotes**  
 226. **References**  
 227. **Appendix**  
 228. **Index**  
 229. **Table of Contents**  
 230. **Summary**  
 231. **Abstract**  
 232. **Keywords**  
 233. **Subject Headings**  
 234. **Notes**  
 235. **Footnotes**  
 236. **References**  
 237. **Appendix**  
 238. **Index**  
 239. **Table of Contents**  
 240. **Summary**  
 241. **Abstract**  
 242. **Keywords**  
 243. **Subject Headings**  
 244. **Notes**  
 245. **Footnotes**  
 246. **References**  
 247. **Appendix**  
 248. **Index**  
 249. **Table of Contents**  
 250. **Summary**  
 251. **Abstract**  
 252. **Keywords**  
 253. **Subject Headings**  
 2

Station d'ér

[illegible]

Vineyard Management

1  
2  
3  
4  
5  
6  
7  
8  
9  
10  
11  
12  
13  
14  
15  
16  
17  
18  
19  
20  
21  
22  
23  
24  
25  
26  
27  
28  
29  
30  
31  
32  
33  
34  
35  
36  
37  
38  
39  
40  
41  
42  
43  
44  
45  
46  
47  
48  
49  
50  
51  
52  
53  
54  
55  
56  
57  
58  
59  
60  
61  
62  
63  
64  
65  
66  
67  
68  
69  
70  
71  
72  
73  
74  
75  
76  
77  
78  
79  
80  
81  
82  
83  
84  
85  
86  
87  
88  
89  
90  
91  
92  
93  
94  
95  
96  
97  
98  
99  
100  
101  
102  
103  
104  
105  
106  
107  
108  
109  
110  
111  
112  
113  
114  
115  
116  
117  
118  
119  
120  
121  
122  
123  
124  
125  
126  
127  
128  
129  
130  
131  
132  
133  
134  
135  
136  
137  
138  
139  
140  
141  
142  
143  
144  
145  
146  
147  
148  
149  
150  
151  
152  
153  
154  
155  
156  
157  
158  
159  
160  
161  
162  
163  
164  
165  
166  
167  
168  
169  
170  
171  
172  
173  
174  
175  
176  
177  
178  
179  
180  
181  
182  
183  
184  
185  
186  
187  
188  
189  
190  
191  
192  
193  
194  
195  
196  
197  
198  
199  
200  
201  
202  
203  
204  
205  
206  
207  
208  
209  
210  
211  
212  
213  
214  
215  
216  
217  
218  
219  
220  
221  
222  
223  
224  
225  
226  
227  
228  
229  
230  
231  
232  
233  
234  
235  
236  
237  
238  
239  
240  
241  
242  
243  
244  
245  
246  
247  
248  
249  
250  
251  
252  
253  
254  
255  
256  
257  
258  
259  
260  
261  
262  
263  
264  
265  
266  
267  
268  
269  
270  
271  
272  
273  
274  
275  
276  
277  
278  
279  
280  
281  
282  
283  
284  
285  
286  
287  
288  
289  
290  
291  
292  
293  
294  
295  
296  
297  
298  
299  
300  
301  
302  
303  
304  
305  
306  
307  
308  
309  
310  
311  
312  
313  
314  
315  
316  
317  
318  
319  
320  
321  
322  
323  
324  
325  
326  
327  
328  
329  
330  
331  
332  
333  
334  
335  
336  
337  
338  
339  
340  
341  
342  
343  
344  
345  
346  
347  
348  
349  
350  
351  
352  
353  
354  
355  
356  
357  
358  
359  
360  
361  
362  
363  
364  
365  
366  
367  
368  
369  
370  
371  
372  
373  
374  
375  
376  
377  
378  
379  
380  
381  
382  
383  
384  
385  
386  
387  
388  
389  
390  
391  
392  
393  
394  
395  
396  
397  
398  
399  
400  
401  
402  
403  
404  
405  
406  
407  
408  
409  
410  
411  
412  
413  
414  
415  
416  
417  
418  
419  
420  
421  
422  
423  
424  
425  
426  
427  
428  
429  
430  
431  
432  
433  
434  
435  
436  
437  
438  
439  
440  
441  
442  
443  
444  
445  
446  
447  
448  
449  
450  
451  
452  
453  
454  
455  
456  
457  
458  
459  
460  
461  
462  
463  
464  
465  
466  
467  
468  
469  
470  
471  
472  
473  
474  
475  
476  
477  
478  
479  
480  
481  
482  
483  
484  
485  
486  
487  
488  
489  
490  
491  
492  
493  
494  
495  
496  
497  
498  
499  
500  
501  
502  
503  
504  
505  
506  
507  
508  
509  
510  
511  
512  
513  
514  
515  
516  
517  
518  
519  
520  
521  
522  
523  
524  
525  
526  
527  
528  
529  
530  
531  
532  
533  
534  
535  
536  
537  
538  
539  
540  
541  
542  
543  
544  
545  
546  
547  
548  
549  
550  
551  
552  
553  
554  
555  
556  
557  
558  
559  
560  
561  
562  
563  
564  
565  
566  
567  
568  
569  
570  
571  
572  
573  
574  
575  
576  
577  
578  
579  
580  
581  
582  
583  
584  
585  
586  
587  
588  
589  
590  
591  
592  
593  
594  
595  
596  
597  
598  
599  
600  
601  
602  
603  
604  
605  
606  
607  
608  
609  
610  
611  
612  
613  
614  
615  
616  
617  
618  
619  
620  
621  
622  
623  
624  
625  
626  
627  
628  
629  
630  
631  
632  
633  
634  
635  
636  
637  
638  
639  
640  
641  
642  
643  
644  
645  
646  
647  
648  
649  
650  
651  
652  
653  
654  
655  
656  
657  
658  
659  
660  
661  
662  
663  
664  
665  
666  
667  
668  
669  
670  
671  
672  
673  
674  
675  
676  
677  
678  
679  
680  
681  
682  
683  
684  
685  
686  
687  
688  
689  
690  
691  
692  
693  
694  
695  
696  
697  
698  
699  
700  
701  
702  
703  
704  
705  
706  
707  
708  
709  
710  
711  
712  
713  
714  
715  
716  
717  
718  
719  
720  
721  
722  
723  
724  
725  
726  
727  
728  
729  
730  
731  
732  
733  
734  
735  
736  
737  
738  
739  
740  
741  
742  
743  
744  
745  
746  
747  
748  
749  
750  
751  
752  
753  
754  
755  
756  
757  
758  
759  
760  
761  
762  
763  
764  
765  
766  
767  
768  
769  
770  
771  
772  
773  
774  
775  
776  
777  
778  
779  
780  
781  
782  
783  
784  
785  
786  
787  
788  
789  
790  
791  
792  
793  
794  
795  
796  
797  
798  
799  
800  
801  
802  
803  
804  
805  
806  
807  
808  
809  
810  
811  
812  
813  
814  
815  
816  
817  
818  
819  
820  
821  
822  
823  
824  
825  
826  
827  
828  
829  
830  
831  
832  
833  
834  
835  
836  
837  
838  
839  
840  
84



1. **Abstract**  
 2. **Introduction**  
 3. **Methods**  
 4. **Results**  
 5. **Discussion**  
 6. **Conclusion**  
 7. **References**

21

22

—

200

11-10